

Proposition de modification de l'accord-cadre ARENH

Date de la contribution : 15/09/2020

Question 1 : Êtes-vous favorables aux évolutions envisagées s'agissant notamment des stipulations applicables en cas d'invocation du bénéfice de la force majeure ?

Défavorable

Commentaire :

Les évolutions envisagées ne sont pas de nature à clarifier l'invocation de la force majeure :

Dans le cadre contractuel actuel, EDF a considéré que l'épidémie de Covid-19 n'était pas un événement extérieur, irrésistible et imprévisible rendant impossible l'exécution des obligations des Parties dans des conditions économiques raisonnables et a rejeté notre demande d'activer cette clause.

Les tribunaux saisis par les fournisseurs ayant essuyé le même refus que nous, ont donné tort à EDF sur ce point de litige.

Dans un contexte de pandémie mondiale, et de la réduction de la consommation d'énergie, conséquence du confinement imposé par le gouvernement, le critère économique est important pour l'invocation d'une telle clause, en cas de désaccord avec EDF. Il est également équilibré, car par exemple, en cas de catastrophe nucléaire majeure, il protège également EDF en lui permettant de suspendre ses livraisons.

Supprimer ce critère ne protégera plus les fournisseurs pour lesquels il était déraisonnable d'acheter un volume d'énergie à EDF et de le revendre à un prix deux fois inférieur sur les marchés, ce qui a été notre cas durant cette pandémie, comme il ne protégerait plus EDF s'il n'était plus dans la capacité physique d'effectuer ses livraisons et qu'il devait acheter les quantités livrées sur les marchés.

Concernant les modifications apportées à la mise en œuvre opérationnelle, nous n'avons pas de retour d'expérience à partager suite au refus d'EDF de l'activer.

Question 2 : Quelles autres modifications vous semblent nécessaires pour clarifier la mise en application d'une telle clause compte tenu du retour d'expérience de la période passée ?

Il est également nécessaire selon nous de clarifier le rôle de la CRE en cas de litige, et notamment sa responsabilité, qui selon nous a été engagée, à partir du moment où elle a annoncé dans sa délibération N°2020-071 refuser de transmettre à RTE l'évolution des volumes d'énergie livrés par EDF, à un fournisseur faisant jouer la clause de force majeure.

Les difficultés dans la mise en application de la clause de force majeure ont été liées avant tout à l'attitude d'EDF qui entendait se réserver le bénéfice de la baisse de production nucléaire dans un contexte de baisse sans précédent de la consommation.

Le caractère binaire de la clause de force majeure qui implique une suspension totale des livraisons sans possibilité de modulation peut être amélioré.

Une modification de la clause de force majeure qui permettrait une suspension partielle de l'accord cadre afin d'adapter les volumes d'ARENH à l'évolution de la production nucléaire ou de la consommation, est une option à étudier.

Question 3 : Considérez-vous qu'il existe d'autres clauses de l'accord-cadre qui devraient être modifiées ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

Ce que nous aimerions surtout c'est que le contrat reste équilibré et surtout qu'il soit respecté, à partir du moment où il a été signé et accepté par les différentes parties : ce n'a pas été le cas lors de cette crise et la CRE n'a pas

publiquement clarifié sa position, suite aux différentes décisions judiciaires.